

Service d'Aide à Domicile Schweitzer  
Comité D'entreprise  
82, rue de la république  
28200 Châteaudun

Monsieur le Président de la République  
Palais de l'Elysée  
55 rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

## Monsieur Le Président de la République

Par la présente nous venons vous demander l'intervention financière de l'état aux noms de 420 salariés et de 3000 bénéficiaires.

Nous sommes Aide à Domicile, auxiliaire de vie sociale, au sein de l'association SADS (Service à Domicile Schweitzer) dont le siège social se situe à Châteaudun en Eure et Loir.

Association de loi 1901, créée 1991, nous intervenons dans 3 départements : l'Eure et Loir, le Loiret, et le Loir et Cher auprès de personnes âgées, handicapés et un public plus jeune également.

Notre association connaît aujourd'hui de grandes difficultés mettant en péril nos emplois mais aussi le confort de vie auxquels nos bénéficiaires ont droit.

En redressement judiciaire depuis le 06/02/2018 et en cessation de paiement depuis le 15/11/2018, le Tribunal de Grande Instance de Chartres nous a accordé 6 mois d'observation. Nous avons lancé une pétition de soutien avec l'aide de notre syndicat Force Ouvrière. Nous avons récolté plus de 1200 signatures de nos bénéficiaires, famille, élus, députés, retraités, personnes en activité. Nous avons demandé à rencontrer le directeur du Conseil Départemental à Chartres. Il ne souhaite pas recevoir une délégation de salariés. Nous avons souhaité aussi rencontrer Mme BUZIN, ministre de la santé avec l'aide de notre syndicat Force Ouvrière. Ces demandes sont restées sans réponse !

Monsieur le Président de la République intervenez pour que notre activité continue.

Nous sommes volontaires, courageuses, passionnées par un métier difficile, contraignant. Seules nous n'y arriverons pas, nous refusons de laisser 3000 bénéficiaires, dont nous sommes bien souvent le seul lien social, privées de soins. Notre travail quotidien leur est vital.

Le secteur de l'aide à domicile connaît de grandes difficultés. Le métier a évolué. Nous sommes confrontés à une population vieillissante. De plus en plus de personnes restent à domicile jusqu'à la fin de leur vie, avec des besoins grandissants et paradoxalement notre métier n'est pas reconnu à sa juste valeur par les pouvoirs publics.

Aujourd'hui, c'est notre Association, mais nous ne sommes malheureusement pas la seule association à connaître de telles difficultés.

Le maintien à domicile ne peut pas se faire sans nous.

Mais comment continuer face à des coûts qui augmente tous les jours (nos frais de déplacements mal remboursés, un taux horaire qui ne correspond pas au coût de gestion...).

Comment recruter un personnel compétent avec si peu de reconnaissance de notre métier ? Des emplois sous-payés ... rien de motivant et pourtant si nécessaire !

Aujourd'hui plus que hier, nous avons besoin de l'état que vous représentez, d'aides publics pour sauver notre Association, sauver Nos emplois, sauver l'Aide à Domicile.

Nous vous demandons de bien vouloir recevoir une délégation de salariés accompagnés de notre fédération syndicale d'action sociale.

Merci Monsieur le Président de la République d'avoir pris le temps de nous lire.

Merci par avance de votre retour que nous espérons rapide.

Recevez Monsieur le Président de la République nos salutations distinguées.

Des aides à domicile en détressent !

Des bénéficiaires qui appel à l'aide !

Les membres élus du CE de SADS

Secrétaire  


Secrétaire Adjointe  


Trésorier Adjoint  


Trésorière  


Le secrétaire général de l'Union Départemental  
Force Ouvrière d'Eure et Loir



Le secrétaire général de la Fédération National  
De l'Action Sociale Force Ouvrière

